

RELATIONS ENTRE LES USA ET AL QAIDA

Conspiration Américaine au nom de la démocratie

Les raisons qui avaient militaient pour la guerre en Afghanistan étaient l'attaque du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles et la Pentagone. Fait qui a été à la base des guerres dites préventives, mais qui a permis aux Etats-Unis d'Amérique d'asseoir leurs autorités sur la région et de s'approcher de plus en plus de l'Iran qui passe pour l'objectif final et ultime.

Si nous analysons les faits et raisons ayant militaient pour une action militaire américaine contre le terrorisme et les Etats dits voyous, nous allons constater que les raisons ne sont toujours pas évidents à la lumière des preuves et d'autres Etats ou encore groupes armés réputaient plus dangereuses comme le BOKO HARAM, l'Etat d'Israël, et la Somalie.

Ainsi nous allons analyser les cinq dernières guerres menées par la coalition occidentale et alliées au nom soit du Terrorisme, soit du Droit Humanitaire.

La première des conflits que nous allons analyser est la guerre d'Irak, nous allons comparer les raisons officielles et vérités sorties après enquêtes sérieuses.

A. La guerre d'Irak

La guerre d'Irak, parfois connue sous le nom de troisième guerre du Golfe, a commencé le 20 mars 2003 avec l'invasion de l'Irak (dite « opération Iraqi Freedom ») par la coalition menée par les États-Unis contre le parti Baas de Saddam Hussein et s'est terminée le 18 décembre 2011 avec le retrait des dernières troupes américaines.

L'«Axe du Mal»

Saddam Hussein était-il impliqué dans les attentats du World Trade Center (11 septembre 2001)? C'est la question posée dès le lendemain des attaques par George W. Bush à ses subordonnés. Un rapport des services de celle qui est alors conseillère pour les questions de sécurité, Condoleezza Rice, assure que non: il n'y a aucun lien entre l'Irak et al-Qaida. N'empêche, les spéculations vont bon train. James Woolsey, qui dirige alors la CIA, évoque un «mariage très fructueux entre Saddam Hussein et Ben Laden». Le ministre de la Défense italien Antonio Martino se risque à aller encore plus loin. Selon Martino, Oussama Ben Laden pourrait n'être qu'un simple exécutant d'un État voyou... Ainsi va naître «l'Axe du mal», un remake de «l'Empire du mal» de Ronald Reagan. En 2002, le vice-président américain Dick Cheney entreprend une tournée diplomatique, où il martèle que Saddam «développe des armes de destruction massive». Il rencontre notamment le premier ministre britannique Tony Blair qui se rallie sans peine à ce scénario au point, quelques mois plus tard, de présenter un rapport de 55 pages démontrant que l'Irak développe non seulement des armes chimiques et bactériologiques, mais aussi des armes nucléaires qui pourraient être opérationnelles d'ici un à cinq ans...(<http://www.lefigaro.fr/international/2013/03/20/01003-20130320ARTFIG00500-guerre-d-irak-comment-tout-a-commence-il-y-a-dix-ans.php>)

Le 20 mars 2003, malgré l'hostilité de la France, de la Russie et de la Chine, Washington décide de lancer l'opération «Irak Freedom» sans l'aval du Conseil de sécurité. Une guerre éclair qui aboutit en quelques jours à la chute du régime de Saddam Hussein, mais plongera durablement l'Irak dans le

chaos. Le 13 décembre 2003, Saddam Hussein est débusqué dans sa cachette près de Tikrit, barbu, hirsute, méconnaissable. Il sera exécuté par pendaison un an plus tard.

LES RAISONS OFFICIELLES

Objectifs politiques

Établir le plus rapidement possible un gouvernement de transition (gouvernement provisoire irakien) qui désignerait dans le peuple un gouvernement démocratique représentatif de toutes les communautés irakiennes ([chiïtes](#), [sunnites](#) et [kurdes](#)), capturer les membres du [parti Baas](#) et les juger, renverser le régime dictatorial mis en place par Saddam Hussein et sa famille et affecter les biens (palais, argent...) saisis à ceux-ci pour la reconstruction des infrastructures détruites lors de la guerre.

Objectifs humanitaires

Libérer l'Irak de son [dictateur](#) Saddam Hussein, afin que l'Irak devienne un pays uni, stable et libre, appuyer la reconstruction et l'aide humanitaire, minimiser les dommages causés à l'infrastructure du pays et à la population civile, condamner Saddam Hussein pour ses crimes (violation des [droits de l'homme](#)), punir l'Irak pour les 16 résolutions des [Nations unies](#) qu'elle n'a pas respectées et le non-respect du programme « pétrole contre nourriture 2 ». Promouvoir la [démocratie](#) et les [droits de la femme](#) dans le [monde musulman](#).

Objectifs militaires

Écarter une menace qui pèse sur le monde, due aux capacités qu'a Saddam Hussein à mener une guerre ; neutraliser les [armes de destruction massive](#) (biologique, chimique et nucléaire) ainsi que les [missiles](#) à longue portée et les autres armements, frapper des cibles militaires sélectionnées, rendre au [Koweït](#) des biens (œuvres d'art, matériel militaire) et des prisonniers de guerre, qui ont été dérobés lors de la [première guerre du Golfe](#).

Objectifs anti-terroristes

Détruire les poches de soutien au terrorisme situées en Irak, éliminer un allié d'Al-Qaïda qui aide et protège les terroristes, les finances, et qui procure un refuge pour divers groupes terroristes palestiniens, qui met des armes et des bases militaires à la disposition des groupes terroristes iraniens.

Le [12 septembre 2001](#), au lendemain des [attentats du World Trade Center](#), George W. Bush convoque des membres de son administration, dont [Richard Clarke](#), afin d'explorer les possibilités de liens entre les attentats du 11 septembre perpétrés par Al-Qaïda et l'Irak. Il demande à savoir si « Saddam avait fait cela » ou « s'il n'y a pas participé de quelque manière que ce soit »²⁶.

Le [18 septembre 2001](#), [Richard Clarke](#) envoie un mémo à [Condoleezza Rice](#) portant le titre « *Survey on intelligence information on any Iraq involvement in the September 11 attacks* ». Il explique que seules quelques preuves anecdotiques lient l'Irak à Al-Qaeda et précise qu'il n'y a aucune trace concrète de l'intervention de l'Irak dans la préparation ou la mise en œuvre des attaques du 11 septembre. Il se justifie notamment en expliquant que Ben Laden n'aime pas le sécularisme de Saddam Hussein²⁷.

Pour justifier leur suspicion sur l'existence de liens entre l'Irak et Al-Qaeda, les services de renseignements américains évoquent différentes rencontres entre Ben Laden ou ses sbires, et des personnalités irakiennes du renseignement (http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_d'Irak)

LES VRAIES RAISONS

Une «faillite» du renseignement américain

Aucune arme de destruction massive n'a été retrouvée en Irak. Alors, qui a menti? La CIA a plaidé coupable. Les informations collectées n'étaient pas solides, les analyses bâclées et les conclusions fondées sur des hypothèses erronées. Le résultat, affirme un rapport officiel d'enquête publié en 2005, a été «l'une des faillites du renseignement les plus préjudiciables de l'histoire américaine».

Mais la communauté du renseignement n'est pas seule en cause. «Affirmer que tout le processus a été imperméable au climat politique n'est tout simplement pas crédible» affirme Paul Pillar, un ancien de la CIA, spécialiste du Moyen-Orient, aujourd'hui professeur à l'université Georgetown. En février 2011, un certain Rafid Ahmed Alwan al-Janabi révèle dans une interview au quotidien britannique The Guardian qu'il est à l'origine de cette vaste «intox». Proche des services secrets américains, «Curveball» - c'est son nom de code - affirme avoir tout inventé pour convaincre les États-Unis de renverser Saddam Hussein. Outré d'avoir été aussi grossièrement manipulé, Colin Powell sort de sa réserve et demande que la CIA et le Pentagone lui expliquent pourquoi ils lui avaient transmis des informations erronées. «C'est absurde», lui répond Donald Rumsfeld qui admet des «erreurs», mais se défend, sans convaincre, d'avoir été «malhonnête».

L'enjeu pétrolier

Pourquoi l'Amérique de Gorge W. Bush a-t-elle envahi l'Irak? Pour y chasser un tyran et y parachuter des valeurs démocratiques, comme l'affirment les avocats de l'administration Bush? En réalité, il est clair qu'outre une volonté d'influencer les évolutions politiques de la région, l'intervention militaire de 2003 a permis aux États-Unis de reprendre pied dans un pays stratégique du point de vue énergétique et d'en évincer la Chine et la Russie, qui y avaient développé leurs intérêts.

À l'époque, les Américains n'ont d'autre choix que de projeter leur puissance là où se situent les réserves pétrolières essentielles à la poursuite de leurs activités économiques. Les stratèges de l'administration Bush entretenaient des liens étroits avec les milieux d'affaires. Président en 1995 d'Halliburton, Dick Cheney assurera ainsi au géant de l'équipement pétrolier de mirobolants contrats. Dans son livre Le Temps des turbulences paru en 2007, Alan Greenspan, qui dirigea la Réserve fédérale de 1987 à 2006, n'a pas hésité à dire tout haut «ce que tout le monde sait: l'un des grands enjeux de la guerre d'Irak était le pétrole».

Une «tache» dans la carrière de Colin Powell

Devant le Conseil de sécurité de l'ONU, Hans Blix et Mohamed ElBaradei, à la tête des inspecteurs de l'ONU, indiquent pourtant n'avoir trouvé aucune preuve de ces allégations. La France de Jacques Chirac appelle à la prudence. Le 5 février 2003, le prestigieux Colin Powell, alors secrétaire d'État, tente de convaincre le Conseil de sécurité des Nations-Unies de la «légitimité» d'une intervention militaire. Il s'appuie sur des photos satellitaires, des écoutes téléphoniques et agite une fiole supposée contenir de l'anthrax. Il insiste: «Chacune des déclarations que je fais aujourd'hui s'appuie

sur des sources solides». Mais tout est «bidon» et le général Powell le regrettera amèrement. Une «tache dans ma carrière», va-t-il reconnaître quelques années plus tard.

Le 20 mars 2003, malgré l'hostilité de la France, de la Russie et de la Chine, Washington décide de lancer l'opération «Irak Freedom» sans l'aval du Conseil de sécurité. Une guerre éclair qui aboutit en quelques jours à la chute du régime de Saddam Hussein, mais plongera durablement l'Irak dans le chaos. Le 13 décembre 2003, Saddam Hussein est débusqué dans sa cachette près de Tikrit, barbu, hirsute, méconnaissable. Il sera exécuté par pendaison un an plus tard.

L'attentat contre un mausolée chiite de Samarra, au nord de Bagdad, en février 2006, donne le coup d'envoi d'un conflit confessionnel d'une violence inouïe. Combats de rue, attentats, assassinats mettant aux prises insurgés chiites et sunnites d'un côté, forces de la coalition de l'autre. Al-Qaida et ses affiliés s'implantent dans le pays. L'apocalypse commence. Chaque mois, les victimes se comptent par milliers. Dix ans plus tard, la situation sécuritaire, si elle n'est pas comparable avec celle qui prévalait de 2005 à 2008, demeure précaire.

L'incroyable histoire du mensonge qui a permis la guerre en Irak

C'est le plus grand mensonge de l'histoire de l'espionnage - le plus meurtrier aussi. Une mystification imaginée par un quidam qui a servi de prétexte principal à l'invasion de l'Irak, il y a dix ans. Cette extraordinaire affaire est apparue au grand jour le 5 février 2003, à l'ONU.

Ce soir-là, dans un discours resté célèbre, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, lançait au monde : "Il ne peut faire aucun doute que Saddam Hussein a des armes biologiques" et "qu'il a la capacité d'en produire rapidement d'autres" en nombre suffisant pour "tuer des centaines de milliers de personnes". Comment ? Grâce à des "laboratoires mobiles" clandestins qui fabriquent des agents atroces tels la "peste, la gangrène gazeuse, le bacille du charbon ou le virus de la variole". Sûr de son fait, le puissant Américain ajoute : "Nous avons une description de première main" de ces installations de la mort. Du moins, le croit-il.

La source de cette information effrayante, pièce maîtresse du procès de l'administration Bush contre Saddam Hussein, est, assure Powell aux Nations unies, un "transfuge [qui] vit à l'heure actuelle dans un autre pays, dans la certitude que Saddam Hussein le tuera s'il le retrouve". Il s'agit d'"un témoin direct, un ingénieur chimiste irakien qui a supervisé l'un de ces laboratoires", "un homme qui était présent lors des cycles de production d'agents biologiques".

Son nom de code "Curveball"

Qui est exactement cet informateur si important ? En février 2003, seule une poignée de personnes une dizaine tout au plus - connaît sa véritable identité, son parcours et son lieu de résidence. Même Colin Powell n'est pas dans la confidence. On ne lui a fourni que son nom de code, "Curveball", et celui de son service traitant, le BND allemand. "A l'époque, je n'avais pas besoin d'en savoir plus, dit aujourd'hui l'ancien secrétaire d'Etat au "Nouvel Observateur". Je pensais qu'évidemment la CIA l'avait interrogé et avait vérifié toutes ses allégations." Quelle erreur !

Dix ans plus tard, on connaît l'identité de cet Irakien qui a fourni le prétexte idéal à ces néo-conservateurs américains obsédés par Saddam Hussein : il s'appelle Rafid al-Janabi. Aux dernières nouvelles, il vit dans un petit appartement avec sa femme et ses deux fils, près de Karlsruhe, en

Allemagne. "Le Nouvel Observateur" a reconstitué son histoire hors du commun grâce aux témoignages de plusieurs responsables américains de l'époque, aux rapports de commissions du Congrès sur l'affaire et aux rares interviews que Rafid al-Janabi a accordées ces derniers mois dans quelques médias allemands et anglo-saxons (il n'a jamais répondu à nos multiples demandes d'entretien).

Rafid débarque à l'aéroport de Munich en novembre 1999, trois ans avant le discours de Powell. Sorti d'Irak grâce à un passeur, ce solide gaillard a 31 ans et un faux passeport acheté, assure-t-il, à Rabat, au Maroc, l'une des étapes de son long périple vers l'Europe. Arrêté par la police allemande, il est immédiatement envoyé dans un centre d'hébergement pour demandeurs d'asile à Zirndorf, près de Nuremberg.

Le jeune homme devient l'un des 60 000 Irakiens anonymes qui, en Bavière, attendent un titre de séjour permanent. Il comprend vite qu'il a peu de chances (une sur cinq exactement) d'en obtenir un, et encore, pas avant plusieurs années. Entre-temps, il devra végéter dans ce centre surpeuplé. A moins qu'il ne parvienne à sortir du lot.

Premières révélations du petit chimiste

Comme chaque demandeur d'asile, Rafid doit, dès son arrivée, raconter sa vie à un fonctionnaire du centre. "Je suis ingénieur chimiste, diplômé de l'université de Bagdad, dit-il. Je travaillais dans une usine de semences agricoles à Djerf al-Nadaf à 70 kilomètres de Bagdad." A première vue, donc, un jeune Irakien comme tant d'autres, qui étouffait dans un pays écrasé par la dictature et les sanctions internationales. Au bout de quelques jours, il exige de voir un supérieur. Il a des révélations à faire. En réalité, déclare-t-il, les semences ne sont qu'une couverture, le site de Djerf al-Nadaf dépend non du ministère de l'Agriculture, mais de celui de la Défense. L'usine fait partie d'un vaste programme clandestin d'armes biologiques dont il connaît, confie-t-il, tous les détails. Il est prêt à les livrer.

A Zirndorf, c'est le branle-bas de combat. On contacte les services de renseignement, au plus haut niveau. Rafid n'est plus interrogé par un fonctionnaire lambda, mais par un certain Dr Paul, qui se présente comme inspecteur de l'ONU, spécialisé en armes de destruction massive. En fait, c'est le chef de la division contre-prolifération du BND - une huile de l'espionnage.

Un officier "tombé amoureux de sa source"

Au début, cet officier expérimenté est très dubitatif, mais, au bout de quelques jours, il se laisse amadouer par Rafid. Au point de ne plus se méfier, de "tomber amoureux de sa source", comme on dit dans le jargon du renseignement. Le jeune Irakien, qui parle avec enthousiasme, en agitant les bras et en fumant cigarette sur cigarette, est si convaincant ! D'autant plus convaincant que les Occidentaux ne reçoivent plus d'informations sur l'Irak depuis que Saddam Hussein a expulsé les inspecteurs de l'ONU un an auparavant.

A son officier traitant, Rafid assure qu'il est sorti major de sa promotion à l'université de Bagdad en 1994 et que, de ce fait, il a été secrètement embauché, dès la fin de ses études, par la commission de l'industrie militaire, le saint des saints du pouvoir, dirigé par un gendre de Saddam Hussein. "J'ai d'abord travaillé au centre Al-Hakam", dit-il en passant. Al-Hakam ! Le nom fait sursauter Dr Paul. C'est là qu'une équipe des Nations unies chargée de traquer les armes interdites en Irak, l'Unscm, a découvert, quelques années plus tôt, des restes de poulets tués par l'injection de toxines.

Le site était le principal centre clandestin de fabrication d'armes biologiques. Il a été détruit par l'Unscm en 1996. "A Al-Hakam, je me suis occupé pendant deux ans de l'achat des pièces de rechange, assure Rafid. Je peux décrire l'endroit et citer les noms des responsables." On vérifie. Tout concorde.

Le BND envoie un résumé des interrogatoires de la source miracle à son partenaire américain habituel, le service de renseignement de l'US Army, la DIA, qui a une importante base à Munich depuis les années 1950. Là, tout au long de la guerre froide, on a pris l'habitude d'attribuer aux informateurs sur les armes soviétiques un nom de code se terminant par "ball".

Bel appartement, Mercedes et gardes du corps

Du jour au lendemain, le petit chimiste change radicalement de statut. Fini Zirndorf, le centre d'hébergement surpeuplé. On lui fournit un bel appartement meublé, une télévision câblée, une assurance-maladie, une Mercedes (son rêve !), des gardes du corps et une carte de réfugié politique. Mieux : cinq officiers du BND à la retraite sont chargés de lui rendre la vie le plus agréable possible. Ils lui font visiter la ville et découvrir tous ses plaisirs, ils l'invitent dans les meilleurs restaurants, les boîtes de nuit les plus huppées. Seuls les transfuges de la plus haute importance ont droit à un tel traitement de faveur, à tant de "baby-sitters", comme on dit au BND. Selon le journaliste Bob Drogin, le tout coûtera au service allemand plus de 1 million d'euros en 2000 !

En échange, "Curveball" parle. Beaucoup. Il dit que le projet de laboratoires mobiles est né en 1995. Quand il a compris que l'Unscm allait découvrir le centre d'Al-Hakam, raconte-t-il à Dr Paul, le gendre de Saddam Hussein a décidé de poursuivre le programme biologique dans des unités non repérables par l'Unscm : des camions réfrigérés qui circuleront en ville.

Il affirme qu'outre Djerf al-Nadaf Saddam Hussein a ordonné la création de six autres sites clandestins de fabrication d'installations mobiles. Le jeune chimiste fournit un détail clé, qui achève de convaincre Dr Paul : avant que les inspecteurs de l'ONU ne soient expulsés d'Irak, les camions de la mort roulaient seulement le vendredi, jour de prière, quand l'Unscm tournait au ralenti.

Première incohérence, "Curveball" s'énerve

Rafid parle, parle... Il parle trop. Au bout de plusieurs mois d'interrogatoire, il confie que le patron de Djerf al-Nadaf, un certain Basil Latif, a un fils et que celui-ci est l'acheteur principal des produits destinés à la fabrication des agents toxiques. Mais Rafid ignore que ce Latif vit désormais à Dubai, où, en octobre 2000, des officiers du BND et du MI6 britannique vont l'interroger. Non seulement Latif dément que le centre qu'il dirigeait produisait des armes biologiques, mais les espions découvrent que son fils unique n'a que 16 ans. Confronté à cette incohérence, "Curveball" s'énerve, jure comme un charretier et refuse de répondre. Dr Paul a compris : sa source bien-aimée lui a probablement menti. En tout cas, il n'est pas fable.

Le BND rompt tout contact avec Rafid pendant dix-huit mois. L'informateur vedette devient un modeste travailleur immigré comme les autres. Il trouve un job chez Burger King à Karlsruhe. En mars 2002, il se marie avec une jeune Marocaine, qui est très vite enceinte. L'affaire "Curveball" devrait s'arrêter là. Seulement voilà, depuis la rupture entre Rafid et le service secret allemand, il y a eu le

11-Septembre et la prise du pouvoir à Washington par les néo-conservateurs. Et ceux-là entendent se servir de son témoignage, quelle que soit sa valeur.

Questionné de nouveau, Rafid change de version

En mai 2002, la CIA demande au BND de reprendre contact avec le jeune Irakien. Elle a reçu copie de la centaine d'interrogatoires de "Curveball" ; elle veut en savoir davantage. Questionné de nouveau, Rafid change de version. Il dit qu'en fait il n'était pas le chef du projet des labos mobiles, seulement un assistant. Il n'a pas vu la production d'agents biologiques, il a quitté Djerf al-Nadaf avant. Puis il s'énerve et ne répond plus au téléphone. La CIA est mise au courant de ce comportement erratique.

Pourtant, quelques semaines plus tard, en octobre 2002, dans un rapport au Congrès très médiatisé, l'agence affirme avec la "plus haute confiance" que l'Irak dispose d'unités mobiles de production d'armes biologiques. Devant une commission parlementaire, le patron de la CIA, George Tenet, précise que son service tient cela d'un "transfuge crédible". Lire la suite (<http://tempsreel.nouvelobs.com/l-enquete-de-l-obs/20130308.OBS1260/l-incroyable-histoire-du-mensonge-qui-a-permis-la-guerre-en-irak.html>)

B. La guerre d'Afghanistan

La seconde guerre d'Afghanistan de l'histoire contemporaine oppose à partir d'octobre et novembre 2001, les États-Unis, avec la contribution militaire de l'Alliance du Nord et d'autres nations occidentales (Royaume-Uni, France, Canada, etc.), au régime taliban. Cette guerre s'inscrit dans la « guerre contre le terrorisme » déclarée par l'administration Bush à la suite des attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington. Le but de l'invasion selon les États-Unis et leurs alliés était de capturer Oussama Ben Laden, détruire l'organisation Al-Qaïda qui possédait des bases dans le pays avec la bénédiction des talibans, et renverser ces derniers. ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_d'Afghanistan_\(depuis_2001\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_d'Afghanistan_(depuis_2001)))

Cause de la guerre

7 octobre 2001 «Guerre contre le terrorisme» en Afghanistan

L'intervention internationale en Afghanistan est la conséquence directe des attentats du 11 septembre 2001 contre le *World Trade Center* de New York et le *Pentagone* de Washington et de leurs 3.000 morts.

Une rapide enquête des services secrets américains a montré que l'Afghanistan abritait Oussama Ben Laden et les camps d'entraînement de l'organisation terroriste *Al-Qaïda*, à l'origine des attentats.

Depuis 1996, le pays était sous la coupe d'une mouvance islamiste obscure, formée dans les écoles coraniques du Pakistan voisin. Ses membres, appelés *talibans*, d'un mot arabe qui

signifie *étudiant*, appartiennent pour l'essentiel à l'ethnie *pachtoune*, dominante en Afghanistan et très fortement représentée dans les zones tribales du Pakistan, de l'autre côté de la frontière.

C. Alors qu'en est-il du 11 septembre 2001 ?

Les attentats du 11 septembre 2001 (communément appelés 11-Septembre, ou 9/11 en anglais) sont quatre suicides perpétrés le même jour aux États-Unis, à quelques heures d'intervalle, par des membres du réseau djihadiste islamiste Al-Qaïda, visant des bâtiments symboliques du nord-est du pays et faisant 2 973 morts¹.

Au matin du mardi 11 septembre 2001, dix-neuf terroristes détournent quatre avions de ligne. Deux avions sont projetés sur les tours jumelles du World Trade Center (WTC) à Manhattan (New York) et un troisième sur le Pentagone, siège du Département de la Défense, à Washington, tuant toutes les personnes à bord et de nombreuses autres travaillant dans ces immeubles. Les deux tours - dont les toits culminent à un peu plus de 415 m de hauteur - s'effondrent à moins de deux heures plus tard, provoquant l'anéantissement de deux autres immeubles. Le quatrième avion, volant en direction de Washington, s'écrase en rase campagne à Shanksville, en Pennsylvanie, après que des passagers et membres d'équipage aient essayé d'en reprendre le contrôle. Plusieurs milliers de personnes sont blessées lors de ces attaques qui causent la mort de 2 973 personnes, appartenant à quatre-vingt-treize pays, dont 343 membres du New York City Fire Department (FDNY), 37 membres du Port Authority Police Department et 23 membres du New York City Police Department (soit 2 992 morts en comptant les dix-neuf terroristes pirates de l'air), selon les chiffres officiels du rapport de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis, remis le 22 juillet 2004.

Controverser sur le 11 septembre

Les théories du complot à propos des attentats du 11 septembre 2001 regroupent l'ensemble des critiques qui contestent la version officielle présentée par le gouvernement américain concernant le déroulement de ces attaques aux États-Unis. Les partisans de ces théories soutiennent que le rapport officiel n'est pas assez complet et comporterait des mensonges et des omissions. Beaucoup de ces critiques visent l'administration Bush qui, bien qu'avertie de l'imminence des attentats, aurait laissé faire les terroristes. Pour d'autres, l'administration américaine aurait participé d'une manière active à ces attentats.

Certaines de ces théories ont été initialement portées par le 9/11 Truth Movement, un mouvement dont se qualifient les associations ou personnes qui remettent en cause l'explication et le déroulement couramment admis des attentats. Les partisans de cette thèse s'appuient notamment sur des erreurs, des confusions et des contradictions émises par le gouvernement américain ou des

¹ Rapport officiel de la Commission nationale de 2004

journalistes pendant ou peu après les événements. Ils s'appuient également sur leurs propres interprétations de vidéos et de données scientifiques concernant les attentats.

Malgré les travaux de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis, qui a publié son rapport en 2004, et le fait que plusieurs personnes en lien avec les terroristes et leurs attaques, comme Zacarias Moussaoui et Khalid Cheikh Mohammed, aient été condamnées ou inculpées, des collectifs aux États-Unis et à l'étranger continuent de demander l'ouverture d'une enquête internationale et indépendante sur les événements du 11 septembre. Par ailleurs, de nombreuses personnalités, telles que l'ancien vice-président Walter Mondale, le général Wesley Clark ou Noam Chomsky, parfois regroupées au sein d'associations, mettent en doute différents aspects de la thèse officielle et des travaux de la commission. Ces sceptiques n'entrent pas dans le cadre de cet article dans la mesure où ils n'échafaudent pas de théorie en regard des questions qu'ils soulèvent.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9ories_du_complot_%C3%A0_propos_des_attentats_du_11_septembre_2001)

Historique de la polémique et naissance du 9/11 Truth Movement

Dans les semaines qui suivent les attentats, des associations de familles de victimes réclament de la part du gouvernement comme de la presse une commission d'enquête indépendante. Des élus vont proposer un texte de loi mais le couple exécutif Bush-Cheney fait valoir qu'il est trop occupé avec la guerre contre le terrorisme. Plus tard, les « Jersey Girls », quatre femmes du New Jersey dont les époux ont péri dans les tours, jouent un rôle capital dans la création de la « Commission sur le 11 septembre ». Cette commission qui voit le jour le 27 novembre 2002, est alors présidée par Tom Kean, politicien le plus populaire du New Jersey, après que Henry Kissinger a démissionné du poste. La commission promet aux familles de fournir toutes les réponses à leurs questions dans son rapport final. Les associations 9/11 Family Steering Committee et 9/11 Citizens Watch se constituent afin de suivre les travaux de la commission. C'est ainsi que naquit le 9/11 Truth Movement.

En 2002, ces différentes associations organisent plusieurs manifestations, notamment à San Francisco sous le slogan « Bush l'a fait ». En 2004, le 911 Visibility Project, créé en 2003, organise une manifestation à Ground Zero avec des slogans accusant le président américain d'avoir décidé l'effondrement des tours. Le 22 juillet 2004, le rapport final de la Commission sur le 11 septembre est publié. Il est qualifié de « rapport final de l'omission » par les associations de familles de victimes, fournissant une tentative de réponse à seulement 30 % des questions posées.

L'histoire du mouvement et ses rapports avec la commission sont retracés dans le documentaire 9/11: Press for Truth (2006)

http://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9ories_du_complot_%C3%A0_propos_des_attentats_du_11_septembre_2001)

La version officielle

La thèse d'un complot des terroristes d'Al-Qaida qui auraient détourné des avions pour provoquer les attentats du 11 septembre 2001 (sans intervention ou « laisser-faire » du gouvernement) est appelée « version officielle » par ceux qui la critiquent. Ils font remarquer que cette thèse a été rapidement soutenue par l'administration Bush et a servi à justifier la guerre en Afghanistan puis en Irak. Au début, l'administration américaine soutenait que Saddam Hussein était impliqué dans les attentats, en affirmant que des liens existaient entre lui et Oussama Ben Laden. Il a été depuis prouvé et accepté par les autorités américaines que l'ancien président irakien n'avait aucune confiance en Al-Qaida et lui refusait toute aide, comme l'atteste le Sénat des États-Unis⁸. Depuis, le président américain a reconnu que Saddam Hussein n'avait rien à voir dans ces attentats².

Le complot intérieur

L'idée selon laquelle les événements survenus le 11 septembre 2001 sont le fait d'un complot intérieur au sein des États-Unis se divise en deux catégories définies ainsi par Webster G. Tarpley :

thèse « LIHOP » (« Let It Happen On Purpose ») : le gouvernement a laissé survenir les attentats et avait donc une connaissance préalable de ce qui se préparait.

thèse « MIHOP » (« Make It Happen On Purpose ») : le gouvernement a lui-même organisé et provoqué les actions terroristes sur son territoire.

Les partisans de ces théories soulignent que différents éléments ou axes d'enquête ont été ignorés par le gouvernement américain et que le premier rapport du Congrès a été expurgé de 28 pages à la demande de l'administration Bush.

Le fait que des agents aient été mandatés pour assurer l'évacuation de citoyens saoudiens hors du territoire des États-Unis au lendemain des attentats, afin d'éviter qu'ils soient interrogés, sème le doute. D'autant plus qu'au même moment tous les vols intérieurs étaient cloués au sol jusqu'au 13 septembre.

LIHOP « Let It Happen On Purpose » (laisser-faire délibéré)

Cette thèse va dans le sens d'une connaissance préalable, par le gouvernement américain, de ces projets d'attentats, et donc de la possibilité d'une « complicité objective » visant à tirer de leur survenue des bénéfices politiques ou économiques : justification des lois sécuritaires ; guerre en Afghanistan & en Irak ; contrôle des ressources énergétiques au Moyen-Orient ;

délits d'initiés, destruction de nombreux éléments d'enquête sur les scandales financiers et boursiers — Enron, etc., dans l'effondrement inattendu de la tour WTC 7, abritant les bureaux de l'IRS, du FBI, de la CIA.

À l'appui de cette thèse se joignent plusieurs faits : le NORAD, organisme militaire chargé de la défense de l'espace aérien américain n'aurait pas réagi comme il l'aurait fait précédemment pour des alertes de détournements d'avions ; de plus des manœuvres militaires d'envergure mobilisant les forces de défense et simulant entre autres des situations similaires à ce qui se passait réellement (détournement d'avions-suicide prenant des bâtiments officiels pour cible) se déroulaient précisément au moment de l'attaque. Ces circonstances auraient gravement entamé, par la

² « [Bush promet la capture de Ben Laden](#) » [\[archive\]](#), *lefigaro.fr* (avec AP, Reuters et AFP), septembre 2006.

confusion qu'elles ont entraînée, l'efficacité de la surveillance du trafic aérien (faux échos radar, etc.). Ces circonstances n'auraient que très peu ou pas du tout été mentionnées dans l'enquête officielle organisée par la commission du 11 Septembre. Ce ne sont pas les seules. Aucun des grands patrons ayant son bureau dans le WTC n'y aurait été présent ce jour-là, parce qu'ils se seraient trouvés dans le Nebraska, précisément sur la base militaire d'Offutt où le président Bush les aurait rejoint dans l'après-midi.

MIHOP « Make It Happen On Purpose » (déclenchement délibéré)

Cette thèse va dans le sens d'une implication directe du gouvernement (ou d'organisations liées à celui-ci) dans les attentats. Le but aurait été de produire un impact médiatique, émotionnel et politique maximum sur la population et le congrès américain traditionnellement hostiles à la guerre. Un rapport du groupe de réflexion néo-conservateur « projet pour un nouveau siècle américain » indiquait en 2000 : Further, the process of transformation [le processus de modernisation militaire], even if it brings revolutionary change [une révolution technologique], is likely to be a long one, absent some catastrophic and catalyzing event – like a new Pearl Harbor.¹⁷ Webster G. Tarpley analyse ces propos comme une indication que l'administration Bush – dont lui et Griffinsoulignent que nombre de ses membres sont liés au PNAC¹⁸ – avaient conscience que le soutien de la population à une nouvelle politique impérialiste américaine ne pourrait être obtenu rapidement qu'avec la survenue d'un événement catalyseur à l'image de l'attaque sur Pearl Harbor qui avait entraîné les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale¹⁹. Ces auteurs rapprochent les attaques du 11 Septembre de précédents historiques, comme l'Opération Northwoods – projet refusé d'opération false flag au début des années 1960 – pour appuyer la thèse selon laquelle une partie des plus hautes autorités militaires et gouvernementales a toujours été prête à cibler et manipuler sa propre population²⁰.

Ils avancent donc que le gouvernement américain aurait pu infiltrer des groupes terroristes et préparer les attentats pour accuser Al-Qaida de les avoir réalisés, afin d'avoir un prétexte (attaques étrangères sur son sol, lien présumé entre Al-Qaida et Saddam Hussein) pour envahir l'Afghanistan et l'Irak. Le but de ces opérations serait de prendre militairement le contrôle des ressources énergétiques (champs de pétrole, projets d'oléoducs) de ces pays tout en maintenant par ce contrôle l'hégémonie du dollar US sur le marché pétrolier mondial.

Les personnes avançant cette théorie se basent entre autres sur le témoignage du réalisateur Aaron Russo, lequel a déclaré que son ami Nicholas Rockefeller était au courant d'un attentat spectaculaire à venir sur le sol américain ; l'attentat aurait été organisé pour faire valider par le peuple des interventions contre l'Afghanistan et l'Irak²¹.

Hypothèse d'une connaissance préalable du gouvernement

Les partisans de la thèse d'une connaissance préalable du gouvernement s'appuient sur les faits suivants :

De janvier à mai 2000, le chef présumé des terroristes avait été mis sous surveillance lorsqu'il se trouvait en Allemagne²².

En juin 2001, les services de renseignements américains et israéliens reçoivent des signaux d'alarmes selon lesquels « des terroristes du Moyen-Orient ont l'intention d'utiliser des avions commerciaux pour attaquer des bâtiments symbolisant la culture américaine et israélienne. »

Le 26 juillet 2001, CBS NEWS annonce que le ministre de la Justice, John Ashcroft a arrêté de voler sur des lignes aériennes commerciales du fait d'une réévaluation des menaces contre les vols commerciaux. Ashcroft déclare à la presse qu'il n'a aucune idée de ce qui a causé cette réévaluation.

Fin juillet 2001, l'Égypte informe la CIA que 20 membres d'al Quaida sont présents sur le sol américain et que 4 d'entre eux ont reçu une formation de pilote sur avions Cessna.

Août 2001 : Hassan Dabou, un informateur marocain, avertit qu'il a entendu que Ben Laden a planifié « quelque chose de spectaculaire » pour une « opération de grande envergure à New York » pendant l'été ou la fin de l'année 2001."

Le 6 août, le président Bush prend connaissance d'une note intitulée « Bin Laden Determined to strike in US ». De façon plus générale, il reçoit de janvier à septembre 2001 plus de 40 Presidential Daily Briefing concernant Al-Quaïda²⁸.

15 août 2001 : Cofer Black, à la tête du Centre de contre-terrorisme de la CIA, déclare lors d'une conférence : « Nous allons bientôt être attaqués, beaucoup d'américains vont mourir, et il se peut que ce soit aux États-Unis même. » Mais il note également qu'il n'avait pas de renseignement opérationnel (date, lieu) à donner aux politiques afin que ceux-ci réagissent.

23 août 2001 : une des agences israéliennes de renseignement, le Mossad, donne à la CIA une liste de noms de 19 terroristes vivant aux États-Unis dont Israël pense qu'ils préparent une attaque ; seuls 4 noms sont publics : Nawaf Alhazmi, Khalid Almihdhar, Marwan Alshehhi, et Mohammed Atta, tous impliqués dans les attaques du 11 septembre.

Le 4 septembre, la Maison-Blanche approuve des plans pour frapper al-Quaida en Afghanistan et aider l'Alliance du Nord³¹.

Selon Le Monde du 21/09/01, dans un article regroupant les signaux d'alarme parvenus à Washington (émis y compris par les services français et allemands) :

« Le FBI et la CIA ont négligé le risque terroriste et les informations données sur les kamikazes. »

L'ex agent de liaison de la CIA avec l'Irak, Susan Lindauer témoigne que la CIA avait une connaissance préalable précise de la menace d'attentat sur le World Trade Center par des détournement d'avions.

Coleen Rowley (en), ex-agent du FBI, dénonce les obstructions dont fut victime son bureau tentant d'enquêter en août 2001 sur Zacarias Moussaoui, suspecté de projeter un attentat suicide aux commandes d'un avion de ligne^{34,35}.

Le comportement du président

Les partisans de la thèse du déclenchement délibéré soulignent les faits suivants concernant le comportement du président américain :

La localisation du président à l'école élémentaire Emma E. Booker à Sarasota en Floride le matin des attaques était largement diffusée dans la presse locale. Toutefois, après que le deuxième avion a percuté le World Trade Center, le Secret Service a autorisé le président à rester dans la salle de classe pendant 10 minutes supplémentaires et à prononcer un discours à la nation depuis cette même école. Le fait que l'emploi du temps du président ce jour-là était connu du public pourrait en lui-même être une raison plus que suffisante pour l'évacuer d'urgence, non seulement pour protéger le commandant en chef et son équipe, mais aussi pour assurer la sécurité des enfants et des professeurs de l'école. Les partisans de cette thèse soutiennent que le Secret Service n'avait aucun moyen de savoir si parmi les centaines d'avions commerciaux volant à proximité immédiate, il n'existait pas de « missiles » potentiels visant l'école élémentaire Booker, alors que les détracteurs annoncent que le nombre d'avions détournés était identifié. Quoi qu'il en soit, le président est resté

dans l'école après son discours (commencé à 09h 29) une vingtaine de minutes avant le décollage à 09h 55 de l'avion présidentiel (Air Force One), chargé de l'évacuer.

Les partisans de la thèse officielle utilisent ce point pour justifier que l'administration Bush n'était pas au courant et n'a pas vu dans les deux premiers crashes tout le danger associé. Les partisans du complot d'État utilisent ces faits pour soutenir la thèse que l'administration Bush connaissait suffisamment les attaques pour être convaincue qu'il n'y avait pas de menace imminente visant le président des États-Unis. Selon la procédure standard du Secret Service, le président aurait dû immédiatement être déplacé vers un lieu sécurisé. Le personnel et les journalistes affectés à la Maison-Blanche ont rapporté qu'ils ont été embarqués d'urgence dans Air Force One et que l'avion a effectué un décollage très inhabituel et brutal – certains prétendant même que l'avion avait décollé avec un angle supérieur à 55 degrés (« presque vertical »). D'autres notent qu'à l'inverse du personnel à la Maison-Blanche, Bush se trouvait à des centaines de kilomètres de toute cible nationale potentielle et des cibles effectives à Washington et à New York. Toutefois, ceux qui critiquent l'attitude du président, ce jour-là, argumentent que cette explication ne justifie pas le manque de considération pour la sécurité immédiate du président dans la mesure où son apparition dans l'école était une information connue du public depuis des jours, sinon des semaines avant le 11 septembre 2001.

Certains en ont déduit que le Secret Service savait que le président n'était pas menacé par une attaque imminente ce jour-là, dans la mesure où les procédures standards n'ont apparemment pas été respectées. Certains défenseurs de Bush justifient son attitude en disant qu'il voulait éviter « de paniquer les élèves de l'école » avec un départ trop rapide.

Hypothèse d'une participation du gouvernement

Les simulations militaires ayant eu lieu le matin du 11 septembre

Les partisans de la thèse du déclenchement délibéré s'appuient sur les faits suivants :

Plusieurs enquêteurs ont évoqué le fait que les nombreuses simulations militaires et les exercices de préparation à un désastre qui ont eu lieu le matin du 11 septembre 2001 ont pu servir de couverture aux véritables attaques. Parmi ces enquêteurs, on trouve la représentante Cynthia McKinney, le journaliste Webster G. Tarpley, l'économiste Michel Chossudovsky et Michael Ruppert (en), fondateur de « From the Wilderness ». Le matin du 11 septembre, les simulations militaires et les exercices suivants ont eu lieu sous le contrôle de l'US Air Force, NORAD, CIA, NRO, FAA et la FEMA38 :

L'opération Northern Vigilance, un exercice annuel de l'Air Force simulant une attaque russe, dans lequel les chasseurs de la défense aérienne qui patrouillent normalement au Nord-Est sont redéployés sur le Canada et l'Alaska.

Les opérations Vigilant Warrior et Vigilant Guardian, un exercice combiné (un attaquant et un défenseur) simulant des détournements d'avions et l'injection de faux signaux d'avions sur les radars.

L'opération Northern Guardian qui aurait affaibli la capacité de réponse de la base aérienne de Langley.

Un exercice du National Reconnaissance Office, prévu à 9 h, simulant le crash d'un petit avion d'affaires suite à un problème mécanique, sur l'un des quatre bâtiments de son quartier général. Cependant, selon une porte-parole de l'agence, « l'exercice a été annulé dès que la véritable attaque a commencé ».

Avec au moins cinq scénarios de détournement d'avions se déroulant pendant ces exercices militaires, les radars de la NORAD et de la FAA auraient sans doute affiché un grand nombre d'avions détournés, ce qui aurait eu pour effet d'affaiblir et de retarder la réponse à une attaque réelle. La représentante Cynthia McKinney a questionné le ministre de la Défense Donald Rumsfeld à deux reprises sur ces exercices militaires du 11 septembre, lors de son témoignage devant le Congrès.

Les partisans de la thèse officielle réfutent l'accusation, en proposant l'hypothèse que les terroristes auraient pu être au courant de certains de ces exercices, ce qui aurait motivé le choix de leur date. Si cela est vrai alors les terroristes auraient bénéficié d'informations provenant d'agents infiltrés au sein de l'administration de l'armée des États-Unis.

Hypothèse de la démolition contrôlée

Selon des membres du 9/11 Truth Movement comme le physicien Steven Jones, l'informaticien Jim Hoffman, le théologien David Ray Griffin, l'architecte Richard Gage ou l'auteur Webster Griffin Tarpley l'effondrement des tours du World Trade Center n'a pas été causé par les dégâts provoqués par les avions mais par des explosifs préalablement installés. En France, l'actrice Marion Cotillard déclare 2007, dans le cadre d'une émission diffusée sur Paris Première, qu'elle était « souvent de l'avis de la théorie du complot », notamment au sujet des attentats du 11 septembre à New York. Elle pense que les « tours du 11 septembre » étaient « bourrées d'or », « un gouffre à thunes », et « qu'il était beaucoup plus cher de faire des travaux etc. que de les détruire... ». Elle s'explique par la suite sur ses déclarations, expliquant qu'elles ont été « totalement sorties de leur contexte », ayant été tenues dans le cadre d'une discussion qui tournait autour de toutes les théories du complot.

Cette hypothèse a d'abord été suggérée en 2001 puis est devenue de plus en plus importante pour le mouvement mais elle est rejetée par les principaux médias et tous les ingénieurs qualifiés. Cependant, l'effondrement des tours 1 et 2 et l'effondrement du bâtiment 7 sont différents et n'ont donc pas nécessairement la même explication.

Rapports d'enquêtes

La FEMA, le MIT et le NIST ont publié des études sur ces effondrements. Ces rapports concluent à un effondrement local provoqué par les dommages résultant de l'impact des avions et des incendies. Cet effondrement local a par la suite provoqué un effondrement global par « effet domino ». Cette thèse est également défendue par Zdeněk Bažant, expert en mécanique des matériaux. Son approche a été critiquée par l'informaticien Jim Hoffman de même que la possibilité d'un « effet domino ».

Selon les tenants de la thèse de la démolition volontaire comme Gordon Ross, la chute des tours présente les caractéristiques spécifiques d'une démolition contrôlée et d'une chute quasi-libre, tombant en 10 et 8 secondes. Il est toutefois très délicat de chronométrer la durée de chute du fait des larges nuages de poussière qui masquent le bâtiment. La chute aurait cependant duré entre 15 et 25 secondes, à savoir très loin des 8 ou 10 secondes avancées par certains tenants de la thèse de la démolition contrôlée. Lire l'article complet

(http://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9ories_du_complot_%C3%A0_propos_des_attentats_du_11_septembre_2001#cite_note-105)

D. LA GUERRE CIVILE LIBYENNE

La guerre civile libyenne ou révolution libyenne est un conflit armé issu d'un mouvement de contestation populaire, assorti de revendications sociales et politiques, qui s'est déroulé entre le 15 février 2011 et le 23 octobre 2011 en Libye. Il s'inscrit dans un contexte de protestations dans les pays arabes.

Comme les révolutions tunisienne et égyptienne, le mouvement trouve son origine dans un mouvement de protestations, réclamant plus de libertés et de démocratie, un meilleur respect des droits de l'homme, une meilleure répartition des richesses ainsi que l'arrêt de la corruption au sein de l'État et de ses institutions. Mouammar Kadhafi, le « Guide de la Révolution » de la Jamahiriya arabe libyenne, est au début de 2011 le plus ancien dirigeant du monde arabe en fonction : il était à la tête de la Libye depuis le 1er septembre 1969, soit près de 42 ans de règne.

La répression des opposants prend un tour sanglant entre le 15 et le 17 février à Benghazi, le pouvoir durcissant la répression des manifestants³⁵. Les manifestations se muent alors en révolte armée : le régime de Kadhafi est abandonné par une partie de ses cadres et les insurgés forment un Conseil national de transition. Les troupes de Kadhafi reprennent cependant le terrain face aux insurgés, ce qui entraîne une intervention internationale. Le 17 mars, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 1973, autorisant des frappes aériennes contre les forces de Kadhafi pour la protection du peuple libyen. Elle est mise en œuvre par une coalition internationale le 19 mars 2011.

Durant plusieurs mois, pro et anti-kadhafistes prennent à tour de rôle l'avantage au gré d'offensives et de contre-offensives. Fin août 2011, une offensive décisive permet la prise de Tripoli, ce qui entraîne la fuite de Mouammar Kadhafi et de ses proches et l'accélération de la reconnaissance internationale de la légitimité du CNT.

Le 23 octobre 2011 à Benghazi, le président du CNT Moustafa Abdel Jalil proclame la « libération » de la Libye, mettant officiellement fin à la guerre civile qui durait depuis huit mois.

A- Les vraies raisons de la guerre en Lybie

1-Premier satellite Africain RASCOM 1

C'est la Libye de Kadhafi qui offre à toute l'Afrique sa première vraie révolution des temps modernes: assurer la couverture universelle du continent pour la téléphonie, la télévision, la radiodiffusion et de multiples autres applications telles que la télémédecine et l'enseignement à distance ; pour la première fois, une connexion à bas coût devient disponible sur tout le continent, jusque dans les zones rurales grâce au système par pont radio WMAX.

B- Ceux qui veulent exporter la démocratie sont-ils des démocrates?

Et si la Libye de Kadhafi était plus démocratique que les USA, la France, la Grande Bretagne et tous ceux qui font la guerre pour exporter la démocratie en Libye ? Le 19 Mars 2003, le Président Georges Bush lance les bombes sur la tête des Iraquiens avec le prétexte d'y exporter la démocratie. Le 19 Mars 2011, c'est-à-dire 8 ans plus tard et jour pour jour, c'est le Président Français qui lance ses bombes sur la tête des Libyens avec le même prétexte de leur offrir la démocratie. Monsieur Obama, Prix Nobel de la Paix 2009 et président des Etat Unis d'Amérique, pour justifier qu'il procède à un déferlement de missiles Cruise de ses sous-marins sur la tête des Libyens a dit que c'était pour chasser le dictateur Kadhafi du pouvoir et y instaurer la démocratie.

La question que tout être humain doté de la moindre capacité intellectuel de jugement et d'appréciation ne peut s'empêcher de se poser est : ces pays comme la France, l'Angleterre, les USA, l'Italie, la Norvège, le Danemark, la Pologne dont la légitimité pour aller bombarder les Libyens se base sur le seul fait de s'être autoproclamés « pays démocratiques » sont-ils réellement démocratiques ? Si oui, sont-ils plus démocratiques que la Libye de Kadhafi ? La réponse, sans équivoque est NON, pour la simple et bonne raison que la démocratie n'existe pas. Ce n'est pas moi qui l'affirme, mais celui-là même dont la ville natale, Genève abrite l'essentiel du commandement des Nations Unies. Il s'agit bien entendu de Jean-Jacques Rousseau né à Genève en 1712 qui affirme dans le chapitre IV du Livre III de son très célèbre « Contrat Social » que : « il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais ». Pour qu'un état soit véritablement démocratique Rousseau pose 4 conditions selon lesquelles la Libye de Kadhafi est même de loin plus démocratique que les Etats-Unis d'Amérique, la France et tous les autres qui prétendent lui exporter la démocratie à savoir :

1- Dimension de l'Etat : plus un état est grand, moins il peut être démocratique, pour Rousseau l'Etat doit être très petit pour que le peuple soit facile à rassembler et que chaque citoyen puisse aisément connaître tous les autres. Avant donc de faire voter les gens, il faut s'assurer que chacun connaisse tous les autres sans quoi voter pour voter est un acte dénué de tout fondement démocratique, c'est un simulacre de démocratie pour élire un dictateur. La structure de l'organisation de l'Etat Libyen se fonde sur une base tribale qui regroupe par définition le peuple en de petites entités. Le sentiment démocratique est plus présent dans une tribu, dans un village que dans une grande Nation, parce que le fait que tout le monde se connaisse et que la vie tourne autour des mêmes points communs apporte une sorte d'autorégulation, d'autocensure même pour peser à chaque instant, la réaction ou la contre-réaction des autres membres pour ou contre les opinions qu'on peut avoir. Sous cet angle, c'est la Lybie qui répond le mieux aux exigences de Rousseau, ce qu'on ne peut pas dire de même pour les Etats-Unis d'Amérique, la France ou la Grande Bretagne, des sociétés fortement urbanisées où la majorité des voisins ne se disent même pas bonjour et donc ne se connaissent pas, même vivant cote-à-cote pendant 20 ans. Dans ces pays, on est passé directement à l'étape suivante : « le vote » qu'on a malignement sanctifié afin de faire oublier que ce vote est inutile à partir du moment où je m'exprime sur l'avenir d'une nation sans en connaître ses membres. On est ainsi arrivé jusqu'à la bêtise du vote des citoyens vivant à l'étranger. Se connaître et se parler est la condition essentielle de la communication pour le débat démocratique qui précède toute élection.

2- Il faut la simplicité des mœurs et des comportements pour éviter que l'on passe l'essentiel du temps à parler de justice, de tribunal pour trouver des solutions aux multitudes querelles d'intérêts divers qu'une société trop complexe fait naître naturellement. Les Occidentaux se dé finissent comme des pays civilisés, donc aux mœurs complexes et la Libye comme pays dit primitif, c'est-à-dire aux meurs simples. Sous cet angle, encore une fois, c'est la Libye qui répondrait mieux aux critères

démocratiques de Rousseau que tous ceux qui prétendent lui donner des leçons de démocratie. Dans une société complexe, les trop nombreux conflits sont résolus par la loi du plus fort, puisque celui qui est riche évite la prison parce qu'il peut se permettre un meilleur avocat et surtout, orienter l'appareil répressif de l'état contre celui qui vole une banane dans un supermarché, plutôt que le délinquant financier qui fait crouler une banque. Dans une ville comme New York où 75% de la population est blanche, 80% des postes de cadres sont occupés par des Blancs et ils ne sont que 20% des personnes en prison.

3- L'égalité dans les rangs et dans les fortunes. Il suffit de voir le classement FORBES 2010 pour voir quels sont les noms des personnes les plus riches de chacun des pays qui jette la bombe sur la tête des Libyens et voir la différence avec le salaire le plus bas dans chacun des pays et faire de même pour la Libye pour comprendre qu'en matière de redistribution de la richesse du pays, c'est à la Libye d'exporter son savoir-faire à ceux qui la combattent et non le contraire. Même sous cet angle, selon Rousseau, la Libye serait plus démocratique que ceux qui veulent pompeusement lui exporter la prétendue démocratie. Aux Etats-Unis 5% de la population possède 60% de la richesse nationale. C'est le pays le plus déséquilibré, le plus inégal du monde.

4- PAS DE LUXE. Pour Rousseau pour qu'il y ait la démocratie dans un pays, il ne faut pas qu'il y ait de luxe parce que selon lui, le luxe rend nécessaire la richesse et cette dernière devient la vertu, l'objectif à atteindre à tout prix et non le bonheur du peuple, « le luxe corrompt à la fois le riche et le pauvre, l'un par la possession, l'autre par la convoitise ; il vend la patrie à la mollesse, à la vanité ; il ôte à l'Etat tous ses citoyens pour les asservir les uns aux autres, et tous à l'opinion ». Ya-t-il plus de luxe en France ou en Libye ? Ce rapport d'asservissement des employés qui sont poussés jusqu'au suicide les employés mêmes des entreprises publiques ou semi-publique, pour des raisons de rentabilité et donc de possession de luxe d'une des parties est-il plus criant en Libye ou en Occident ? Le sociologue Américain C. Wright Mills a décrit en 1956 la démocratie américaine comme « la dictature des élites ». Selon Mills, les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas une démocratie parce qu'en définitive, c'est l'argent qui y parle dans les élections et non le peuple. Le résultat de chaque élection y est l'expression de la voix de l'argent et non la voix du peuple. Après Bush-père et Bush-fils, pour les primaires républicaines de 2012, on parle déjà de Bush-benjamin. En plus, si le pouvoir politique se base sur la bureaucratie, Max Weber fait remarquer qu'il y a 43 millions de fonctionnaires et militaires aux Etats-Unis qui commandent effectivement le pays, mais qui n'ont été votés par personne et qui ne répondent pas directement au peuple de leurs activités. Une seule personne (un riche) est donc votée mais le vrai pouvoir sur le terrain est tenue par une seule caste de riches qui ne résulte purement et simplement que de nominations comme les ambassadeurs, les généraux de l'armée etc...

Combien de personnes dans les pays autoproclamés « démocratiques » savent qu'au Pérou la constitution interdit un deuxième mandat consécutif au président de la république sortant ? Combien de personnes savent qu'au Guatemala, non seulement le président sortant ne doit plus jamais se présenter comme candidat à cette fonction, mais qu'en plus à aucun degré de parenté, aucun membre de sa famille ne pourra plus prétendre à cette fonction ? Combien savent que le Rwanda est le pays qui intègre politiquement le mieux les femmes au monde avec 49% de parlementaires femmes ? Combien savent que dans le classement de la CIA 2007, sur 10 pays les mieux gérés au monde, 4 sont Africains ? Avec la palme d'or à la Guinée équatoriale dont la dette publique ne représente que 1,14% de son PIB.

La guerre civile, les révoltes, les rebellions sont les ingrédients d'un début de démocratie soutient Rousseau. Parce que la démocratie n'est pas une fin, mais un processus permanent pour réaffirmer les droits naturels des humains que dans tous les pays du monde (sans exception) une poignée

d'hommes et de femmes, confisquant le pouvoir du peuple, l'orientent pour se maintenir aux affaires. On trouve ici et là des formes de castes qui usent le mot « démocratie » qui doit être cet idéal vers lequel tendre et non un label à s'approprier ou un refrain à vanter parce qu'on est juste capable de crier plus fort que les autres. Si un pays est calme comme la France ou les Etats-Unis, c'est-à-dire sans aucune révolte, pour Rousseau cela veut tout simplement dire que le système dictatorial est suffisamment répressif pour empêcher toute tentative de rébellion. Si les Libyens se révoltent, ce n'est pas une mauvaise chose. C'est prétendre que les peuples acceptent stoïquement le système qui les opprime partout dans le monde sans réagir qui est très mauvais. Et Rousseau de conclure : « Malo periculosam libertatem quam quietum servitium -traduction : S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes ». Dire qu'on tue les Libyens pour leur bien est un leurre³.

AUTRE RAISONS

Berlusconi accuse Sarkozy d'avoir mené la guerre en Libye pour le pétrole⁴

Sylvio Berlusconi de retour sur le devant de la scène politique italienne, a fait des révélations embarrassantes sur les raisons de la guerre en Libye.

Dans un entretien donné à Euronews le 18 Janvier 2013, Silvio Berlusconi a accusé Nicolas Sarkozy, d'avoir mené la guerre en Libye contre Kadhafi pour obtenir le contrôle du pétrole et du gaz.

De plus, dans une interview accordée le 11 Janvier 2013 à l'agence italienne Aki, l'ancien président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, se dit absolument convaincu que ce qui s'est passé en Libye n'était pas une révolution mais une ingérence dans les affaires de ce pays, et il accuse la France d'en avoir été l'instigatrice.

En Libye, ce n'était ni un « printemps arabe » ni une « révolution populaire », a souligné Berlusconi qui a rappelé que Kadhafi était aimé de ses compatriotes. Certes, le peuple libyen manquait de libertés, mais il avait le pain et le logement gratuitement, a-t-il ajouté.

Il estime que le gouvernement français a présenté de façon trompeuse à la communauté internationale sa décision d'intervenir dans le conflit interne en Libye comme se situant dans le cadre de la révolution dans ce pays. Toutefois, cette déclaration de Berlusconi ne peut faire oublier que l'Italie a participé à la guerre contre la Libye.

Il était revenu sur ses paroles convaincu, d'ailleurs, par Sarkozy. Il avait alors reconnu ne pas pouvoir se soustraire à une intervention italienne en Libye sous la forme de raids ciblés.

Aujourd'hui, Berlusconi se rappelle que Nicolas Sarkozy a donné l'ordre de bombardier la Libye par des avions français avant qu'une décision commune ne soit prise et avant, aussi, l'attaque aérienne réelle ou supposée de Kadhafi sur Benghazi.

« Les avions français ont attaqué la Libye bien avant la décision du conseil de sécurité de l'ONU » souligne-t-il, expliquant que l'objectif pour la France, talonnée aussitôt par la Grande Bretagne, était prioritairement de détruire les équipements et infrastructures de la Libye, en plus de tuer Kadhafi.

³ Jean-Paul Pougala, <http://www.ivoirebusiness.net/?q=articles/libye-les-vraies-raisons-de-la-guerre-en-libye-%C3%A0-kadhafi-par-jean-paul-pougala#sthash.wtvYQGne.dpuf>, Genève le 28/03/2011

⁴ LE JOURNAL DUSIÈCLE DU 19 JANVIER 2013

Il ajouta que les deux pays européens voulaient, pour lutter contre la crise économique chez eux, faire reconstruire par leurs entreprises, les infrastructures de la Libye , après leur destruction, en se faisant payer avec l'argent de son pétrole.

Voilà le résultat de ce qui a été appelé le printemps arabe, conclut Berlusconi.

Ce n'est pas la première fois que Berlusconi se singularise au sein des pays occidentaux à propos de la Libye. En juin 2011, en pleine agression contre ce pays, Silvio Berlusconi avait réclamé un cessez-le-feu comme première étape d'une négociation politique. Cette position avait alors été expliquée par un règlement de compte entre Berlusconi et Sarkozy, sur fond de désaccords sur l'attitude à adopter, à l'époque, face à l'afflux très fort et incontrôlable d'immigrants venus de Libye.

En septembre 2011, il avait récidivé en déclarant que la rébellion libyenne, qui a renversé Mouammar Kadhafi, «n'a pas été un soulèvement populaire» mais un acte d'«hommes de pouvoir» décidés à le chasser.

C'est la deuxième fois que Silvio Berlusconi emboîte le pas à **Ziad Takieddine qui déclarait il y a quelques temps que «la guerre contre la Libye a été entièrement fabriquée. C'est purement artificielle»⁵.XXXXXXXXXXXX**

E. LA GUERRE EN SYRIE

La guerre civile syrienne est un conflit armé issu d'un mouvement de contestation du gouvernement syrien qui débute par des manifestations anti-régime et pro-régime pacifiques le 15 mars 2011. Le mouvement, qui est réprimé par les forces syriennes, se prolonge encore en 2013 et se transforme peu à peu en conflit opposant deux camps armés au milieu des populations civiles, faisant près de 100 000 victimes en 2013 d'après les Nations unies.

Face à l'armée régulière et ses supplétifs (moukhabarat et miliciens du Hezbollah notamment), se constitue et structure progressivement en 2011 une « armée syrienne libre » (ASL), sur la base d'un noyau de déserteurs et de citoyens. Tandis que le gouvernement syrien est soutenu par l'Iran, le Venezuela, la Chine et la Russie, la rébellion est soutenue par la Ligue arabe et certains pays occidentaux, et l'ASL peu à peu soutenue et armée par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar, et dispose de l'aide d'agents de la CIA opérant à partir de la Turquie. L'ASL est également progressivement renforcée (ou noyautée) par des jihadistes proches de la mouvance Al Qaïda, ce qui participe de la défiance de certains États face à cette armée informelle et disparate, et au caractère potentiellement confessionnel de ce conflit.

Ce conflit a généré une crise humanitaire sans précédent depuis le génocide rwandais, avec un afflux de réfugiés tel qu'il n'en avait plus été constaté depuis 20 ans.

Lire l'article (http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_civile_syrienne)

⁵ Jean-Paul Pougala

Les dessous de la carte

Une « révolution » ne peut exister que s'il y a les médias mainstream qui en parlent en faisant d'un épiphénomène, un événement majeur. Mais, une préfabrication ne peut être construite sur des bases saines. C'est cet échec retentissant dont sont victimes aujourd'hui les pays occidentaux et leur guerre par procuration en Syrie. Tel un ouragan, l'effet boomerang est en train de faire des ravages considérables dans leurs rangs. En face du président syrien Bachar al-Assad, comme on le constate jour après jour, personne de crédible⁶.

Un événement récent a vu la chute de Mohamed Morsi, président égyptien, en 48h. C'est un indicateur, la preuve que le peuple syrien, en majorité, soutien son raïs. Si c'était un mensonge, ça se saurait depuis : tentative de coup d'état et autres allaient se multiplier. Or, les terroristes qui se sont levés contre le pouvoir syrien, ne l'ont fait que pour de l'argent et pas du tout pour la religion. Une personne qui laisse tout tomber, sous prétexte de djihad, compte forcément sur quelque chose.

Que reste-t-il aux terroristes aujourd'hui ? Rien, si ce n'est, tuer aveuglement. La ville de Deir Atiyeh a connu, avant-hier, un attentat suicide. 13 personnes tuées, 10 policiers et 3 civils dont un enfant. Le kamikaze a fait exploser une voiture chargée d'explosifs dans un quartier résidentiel de la ville. La presse mainstream ne parle pas du désarroi de l'ASL qui ne combat plus, dépassé sur le terrain par les groupes djihadistes plus armés et surtout les seuls à avoir de l'argent. Plus aguerri donc, Al-Qaïda a le soutien de la coalition morbide qui veut la destruction de la Syrie.

Sur le front, les combattants d'Al-Qaïda ont pris le dessus sur l'ASL et, s'ils arment cette dernière, à savoir l'ASL, aussi terroriste que les autres, ce serait même une bonne chose. En effet, la lutte d'influence fera que, ces groupes qui ne peuvent fédérer, se battront encore plus entre eux. Une guerre d'influence qui est déjà en marche depuis des lustres et que la presse aux ordres tente de minimiser. Le président syrien Bachar al-Assad dormira tranquille, sachant que les renégats s'auto-détruiront.

De violents affrontements suivis de l'assassinat de chefs rivaux, dont l'un a été décapité, montrent le vrai visage de la fameuse révolution syrienne. La résistance des Syriens a montré aux uns et aux autres, la grande falsification. D'entendre les factions dites « modérés » accuser publiquement les extrémistes d'essayer de prendre le contrôle de la rébellion doit siffler dans les oreilles de ceux qui l'ont permis, en refusant toute négociation. La propagande ne passe plus. Les luttes intestines qui font dire à certains que la révolution a échoué font sourire. A-t-elle jamais existé cette révolution ?

Quant aux salmigondis du général Salim Idris qui déclare : "Nous ne voulons pas des combattants étrangers. Nous avons assez d'hommes et nous voulons les sortir de Syrie", il y a de quoi crier de rage. Sans ces terroristes étrangers, ils seraient tous aujourd'hui en Turquie. Il fait donc la promesse que, s'ils ont des armes, ils pourront jeter les terroristes étrangers de Syrie. Dans son interview sur la chaîne Al-Arabiya, le général Idris accuse le nouveau groupe qui vient de se faire connaître en Syrie, l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL) d'être des « agents du gouvernement syrien » et des « criminels ». Très drôle en effet⁷...

⁶ **Allain Jules**, La "révolution" syrienne : où ? Quand ? Comment ? Pourquoi ? *Publié le juil 17, 2013 @ 16:56*

⁷ Idem

Or, ce groupe -nous en avons parlé-, formé en avril et composé des branches d'al-Qaïda en Irak et la Syrie, a pris un rôle de plus en plus dominant dans la guerre civile syrienne. Bon nombre de ses combattants sont des Africains du nord, des Irakiens, des Afghans, des Pakistanais et des Européens qui ont afflué vers la Syrie pour rejoindre le soulèvement... sunnite majoritairement contre Assad. Donc, quand le général Idris s'évertue à dire que ces gens sont au service du président Bachar al-Assad, il faut qu'il s'en prenne au gouvernement turc qui les laisse entrer en toute illégalité en Syrie.

Des hommes armés de l'Etat islamique d'Irak et du Levant, veulent, par leurs assassinats ciblés, décapiter l'ASL, certainement, à la demande d'une puissance financière. Laquelle ? Certains pensent au Qatar. Ces combattants djihadistes, des « résistants » pour DJ Fabulous aka Laurent Fabius, qui devrait plus s'occuper des affaires de son fils que du président Assad, sont leurs alliés. Du moins, en Syrie. Vous parlez de la "révolution" syrienne ? Elle a eu lieu où, quand, comment ? Pourquoi ?...Elle n'a jamais existé...

Les budgets des USA et nécessité du danger (la théorie de la peur)

Le plus gros budget de l'armée américaine depuis 1945

Il n'est pas du tout certain que cela rende les troupes américaines plus efficaces en Afghanistan et en Irak.

Lundi 1er février, le Pentagone a rendu public son budget pour l'année fiscale 2011. Il est énorme! Bien plus important, même en tenant compte de l'inflation, que tous les budgets de défense depuis la guerre de 39-45. Et ce n'est pas tout, certains chiffres enfouis dans ce budget suggèrent qu'il devrait encore augmenter ces prochaines années. Plus que ce que veut bien reconnaître la Maison Blanche ou le département américain de la Défense.

Une administration décomplexée

Le secrétaire à la Défense, Robert Gates, a le mérite d'être plus honnête que ses prédécesseurs au sujet des fonds qu'il réclame. Pour l'année fiscale 2011, le montant requis s'élève à 708,2 milliards, qui se décomposent comme suit: 548,9 milliards pour le budget «de base», 159,3 milliards pour financer les «opérations de crise à l'étranger», notamment dans le cadre des guerres d'Afghanistan et d'Irak. Et, tant qu'on y est, explique Gates, on peut ajouter 33 milliards de dollars au budget de l'année en cours, pour financer les 30.000 hommes supplémentaires (ravitaillement, matériel, etc.) que le Président Obama est en train de déployer Afghanistan.

En tout, ça fait 741,2 milliards de dollars! Et Gates ne se cache pas de les réclamer.

Par le passé, les ministres américains de la Défense, à l'heure de présenter leur budget devant le Congrès, ont toujours fait comme si les coûts de la guerre étaient complètement distincts du reste du budget militaire. Les rares fois où ils comptabilisaient ces coûts, ils les affectaient à des postes de dépense tout à fait imprécis. Gates, lui, répartit clairement ces 159,3 milliards de dollars (89,4 milliards pour les opérations, 21,3 milliards pour la réparation d'équipements, 13,6 milliards pour l'entraînement des forces de sécurité irakiennes et afghanes, etc.).

Une Défense trop gourmande ?

Toujours est-il que 708,2 milliards, la somme requise uniquement pour l'année fiscale 2011, est pharaonique! Même le **Centre pour une nouvelle sécurité américaine** (un think tank dont on ne peut

pas vraiment dire qu'il soit en faveur de la paix) estime que, compte tenu de l'inflation, ce montant est 13 % supérieur à celui du budget défense des Etats-Unis au plus fort de la Guerre de Corée, 33 % plus élevé qu'en pleine Guerre du Vietnam. C'est aussi 23 % de plus qu'au paroxysme de la Guerre froide et 64 % de plus que le budget moyen affecté à la Guerre froide.

La nécessité de l'existence d'AL QAIDA

Si il y a effectivement animosité entre les USA et l'AL QAIDA, cette animosité n'est pas aussi décisive capable de bouleverser ou d'influencer la politique d'un Etat et en particulier des USA. Car même si l'AL QAIDA est un nébuleux, ce dernier n'a pas les moyens dont pourrait détenir un Etat afin de faire face à un autre Etat. Pour preuve ce mouvement évolue en clandestinité. Ainsi si AL QAIDA existe, ses actions serviraient de justification aux USA pour concrétiser justifier sa lutte contre les terrorismes et engagés un budget conséquent.

Ou réfléchissons si les USA ont mis sur écoute, tout le monde, et que les attentats du 11 septembre ne pouvaient pas se faire sans qu'il y ait une communication entre terroristes ; donc le gouvernement américain pouvait bien avoir connu le projet du 11 septembre et laissez faire, tout en y ajoutant les siens pour faire plus d'impact. Car il a été dit, selon la commission d'enquête que certains services des renseignements américains étaient au courant de ces préparatifs.

Comment expliquer et justifier la lutte d'une part des Etats-Unis contre le terrorisme international et l'aide qu'apporte ce même Etat aux révolutionnaires islamiques appuyés en coulisse par les branches radicales de l'Islam dont Al QAIDA.

Si nous faisons une lecture des assauts par la coalition occidentales ; Etats-Unis en tête, nous allons remarquer que dans tous ces Etats sois disant libérés de leur tyran, c'est l'anarchie qui y règne, anarchie qui favorise en son tour la création des espaces servant de terrains d'entraînements aux groupuscules anarchiste islamique pouvant conduire à leur organisation et radicalisation future. Car dans tous ces Etats, leurs nouveaux gouvernements sont faibles pour contrôler tout le territoire conquis. Ainsi si nous réfléchissons, nous allons aboutir à ce jeu cyclique à savoir : les Américains ont aidé les islamiques en Afghanistan à combattre les russes, les désordres découlant de cette aide va permettre aux islamistes de s'implanter et d'utiliser le sol Afghan afin de s'enraciner, s'entraîner et s'organiser. Plus tard c'est ce pays qui sera considéré comme le berceau du terrorisme international religieux.

Et c'est ce qui pourrait arriver plus tard dans ces pays où nous avons assisté aux soi-disant printemps arabes, qui en réalité les vrais gagnants sont des islamistes radicaux.

Faut-il à tout prix chercher son ennemi voir le permettre à grandir afin d'assurer sa survie en politique ?

Pouvons-nous dire que les USA se devaient chercher un adversaire de taille afin de justifier leurs budgets colossaux, car sans ce budget c'est toute une élite, des départements et services qui seraient condamné à une disparition. Ainsi après la disparition de l'Union Soviétique, il fallait à tout prix chercher un nouvel adversaire afin de se maintenir et conserver son rythme budgétaire. Théorie qui ressemble à théorie de l'ennemie de Carl Schmitt⁸.

⁸ Carl Schmitt, traité *Der Begriff des Politischen als Schlüssel zum staatsrechtlichen Werk Carl Schmitts* (Abdruck in: *Recht, Staat, Freiheit*, 1991)